



REPONSE DES AUTORITES FRANCAISES A LA CONSULTATION PUBLIQUE du RSPG SUR LES PLATES-FORMES D'ACCES SANS FIL POUR LES SERVICES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES (WAPECS)

Version française

Seule la version française fait foi.

Le document de consultation d'où sont tirées les questions contient un certain nombre de déclarations sur lesquelles l'administration française voudrait faire des remarques, en plus des réponses présentées ci-après.

- Il est correctement exposé que la convergence implique que l'on fournira des services à l'utilisateur final par une variété de moyens radio. Il est aussi correct qu'il souligne le besoin d'une approche logique dans les conditions d'utilisation de spectre. Cependant, il est faux d'en déduire que « des contraintes attachées à l'utilisation de spectre spécifique doivent être supprimées ». Dans certains cas, ces contraintes restent nécessaires pour assurer l'usage efficace du spectre et la concurrence non faussée.
- Il est indiqué que « la gestion de spectre doit être plus appropriée au développement rapide de nouveaux marchés et des services ». Il est correct que la gestion de spectre doit s'adapter de manière permanente à de nouveaux défis (comme le flou des définitions d'application) et des nouvelles solutions de partage. Cependant, il ne devrait pas suggérer que la gestion de spectre ne se soit pas adaptée d'une manière satisfaisante dans le passé.
- Le paragraphe indiquant que les WAPECS peuvent utiliser des fréquences de diverses attributions ne semble pas pertinent. Les terminaux qui peuvent utiliser différentes interfaces radio et bandes de fréquence sont déjà sur le marché depuis des années (GSM bande double, le bi-mode DECT/GSM, bluephone RLAN/GSM ...) sans aucun obstacle réglementaire.
- Les WAPECS, comme ils sont définis, englobent toutes les applications électroniques commerciales. Dans le paquet réglementaire existant, il est déjà interdit d'avoir des définitions d'application étroites, à moins que cela ne soit justifié par l'utilisation efficace du spectre ou la concurrence loyale. Envisager que n'importe quelle technologie/système serait « stimulée » pour fournir tous les services et applications jusqu'à maintenant limités selon des règles techniques de coexistence, oublie le fait qu'il est nécessaire, dans certains cas, de séparer des applications pour assurer une concurrence non faussée, l'utilisation efficace du spectre ainsi que la réalisation d'objectifs d'intérêt général reconnus (pluralisme des médias, diversité culturelle par exemple).

Champ de la consultation

Le but de la consultation est de demander l'avis de toutes les parties intéressées sur les implications des WAPECS sur le spectre. Les avis sur les questions suivantes sont demandés :

Q.1 Êtes-vous d'accord avec cette définition d'exploitation des WAPECS ? Considérez-vous que le concept des WAPECS devrait inclure le spectre destiné aux applications autant privées que publiques?

R.1 La définition proposée est soumise à des interprétations trop différentes et doit donc être plus précise. Telle qu'elle est actuellement, cela signifie que les WAPECS incluent toute communication électronique commerciale sans fil. Il est proposé d'améliorer la définition pour mettre en évidence les nouveaux défis réels, et la France peut soutenir la proposition préparée par le groupe de travail du RSPG avec un complément relatif aux objectifs d'intérêt général reconnus et à la condition que « les bases de la neutralité à l'égard de la technologie et des services » soient définies, comme proposé par le groupe de travail du RSPG.

La nouvelle définition proposée, complétant la définition du groupe de travail du RSPG, est :

« Les WAPECS forment un cadre pour la fourniture de services de communications électroniques dans un ensemble de bandes de fréquence qui seront identifiées et adoptées par les États membres de l'Union Européenne et dans lesquelles on peut offrir une gamme de réseaux de communication électroniques et de services de communications électroniques sur une base technologique et de services neutre, à la condition que certaines conditions techniques pour éviter les interférences soient satisfaites et que les conditions d'autorisation ne faussent pas la concurrence et permettent de répondre à des objectifs d'intérêt général reconnus. »

Il n'y a aucun besoin de différencier privé et public dans le domaine des communications électroniques sans fil.

Q.2 Considérez-vous que le terme « plate-forme » doit être plus précisément défini ? S'il en est ainsi quelle définition proposez-vous ?

R.2 En raison de la réponse à la question 1, il n'est pas considéré comme nécessaire de définir le terme « plate-forme ».

Q.3 Quelles contraintes, s'il en est, devraient exister sur la fourniture de services utilisant le spectre principalement dans le domaine de la radiodiffusion?

R.3 La fourniture de services utilisant le spectre dans le domaine de la radiodiffusion est soumise aux exigences découlant d'objectifs de la politique audiovisuelle, notamment ceux légitimement fixés par la directive « Télévision sans frontière » et/ou l'ensemble de directives sur des communications électroniques. Sur la base de notre avis sur le concept des WAPECS, il n'y a aucune raison de modifier cette structure réglementaire pour des questions liées au spectre. Le cadre actuel fournit déjà la flexibilité exigée pour allouer le spectre initialement du domaine de la radiodiffusion soit à des services de radiodiffusion soit à d'autres services de communication électroniques et, dans le cas particulier des services audiovisuels, les assigner

soit à des opérateurs de réseaux et de services de communications électroniques, soit à des éditeurs de services.

Q.4 Quelles règles spécifiques devraient être introduites ou maintenues pour sauvegarder la livraison des services d'intérêt économique général dans l'avenir ? Est-ce qu'il est plus approprié de traiter de ces questions au travers de la réglementation du spectre, ou par d'autres instruments comme les lois sur la concurrence ou les politiques d'aides des Etats?

R.4 La réponse dépend des services d'intérêt économique général (SIEG) particuliers considéré. La réservation d'une certaine partie du spectre aux SIEG s'impose dès lors qu'elle s'avère nécessaire à la fourniture des services en cause : il en est ainsi en particulier du service public de radiodiffusion qui nécessitent que des fréquences soient réservées aux chaînes publiques. La partie du spectre désignée pour la radio professionnelle mobile (PMR) peut aussi être réservée pour des services gouvernementaux (des forces de sécurité, des brigades de pompiers, des ambulances...).

En ce qui concerne le vecteur réglementaire approprié en vue de sauvegarder la fourniture des SIEG, les autorités françaises estiment que, loin d'être exclusives l'une de l'autre, les approches sectorielle et transversale (règles de concurrence, instrument juridique transversal évoqué dans le livre blanc de la Commission sur les services d'intérêt général) sont toutes deux nécessaires.

Concernant la question 3a, il est noté que l'établissement de différents prix de valeurs économiques du spectre n'est pas uniquement une question d'héritage. Par exemple, le spectre utilisable sans licence est gratuit alors que le spectre faisant l'objet d'autorisation est soumis à des taxes. Etablir le prix des services spatiaux de la même manière que celui de la 3G (en France) empêcherait simplement le développement de nouveaux services mondiaux. Il est essentiel de tenir compte de l'ensemble des missions et des obligations imposées aux opérateurs à qui le spectre est assigné : d'autres formes de contrepartie sont aussi à prendre en compte. Il est donc légitime, même à plus long terme, de ne pas avoir la même politique de prix du spectre selon le WAPECS considéré.

Q.5 Comment pensez-vous que les changements de la politique du spectre auront un impact sur les exigences de la normalisation ? Quelle politique assurera le mieux la disponibilité des normes?

R.5 La politique du spectre et la standardisation se font en parallèle et cela continuera. La question est que l'industrie est de plus en plus désireux de trouver du spectre internationalement harmonisé (IMT-2000, RLAN, WiMax ...) et que la disponibilité du spectre est une chose préalable dans le développement de normes et, plus important, dans le développement d'équipements. À cet égard, il y a un risque significatif de traiter toutes les communications électroniques des WAPECS comme un objet réglementaire unique qui saperait et troublerait l'industrie européenne. La coopération entre les administrations et des organismes de normalisation continuera à être un défi significatif dans l'avenir. Cette coopération peut certainement être améliorée mais aucun changement fondamental n'est prévu.

La section 4.ii présente l'équilibre nécessaire entre la flexibilité et l'harmonisation. En même temps, elle décrit une solution complète de flexibilité, qui n'atteint donc pas l'équilibre exigé.

La section 4.iv peut être reliée à la fois au prix du spectre (voir ci-dessus) et aux règles de partage. Pour les règles de partage, elles sont généralement définies indépendamment de celui qui a le droit d'utiliser des fréquences. Évidemment, si « des titulaires et des nouveaux venus » se réfèrent à la technologie et à l'application plutôt qu'aux licenciés, la section 4.iv se réfère à l'utilisation d'une bande de fréquence par différents WAPECS.

Q.6 Y a t il d'autres défis que le RSPG devrait considérer ?

R.6 Sur la base de la large définition du concept des WAPECS il semble que quelques domaines inclus dans ce concept ont quelques spécificités. Seuls les SIEG sont mentionnés, mais d'autres domaines devront peut-être aussi être considérés, comme celui des transports (avion, train, voiture et camion).

Dans le document sur les WAPECS, il n'est jamais indiqué comment ces spécificités seront prises en compte.

Q.7 Quel est votre avis sur les buts de la politique de long terme mentionnés ci-dessus et plus spécifiquement sur la façon de réaliser le juste équilibre entre « des contraintes d'harmonisation et des contraintes réduites au minimum » présenté au point 9 ?

R.7 Une réglementation du spectre assurant la convergence et la cohérence constitue le défi clef pour les WAPECS.

Cela ne devrait pas être confondu avec la totale neutralité technologique et la neutralité des services. La neutralité des technologies est déjà un principe général dans le cadre réglementaire de l'Union européenne qui n'empêche pas que des technologies soient restreintes dans des cas justifiés. Le concept de neutralité de service devrait être limité aux services de communications électroniques. De toutes façons, il est rappelé que les applications et les réseaux peuvent avoir à observer des conditions d'utilisation du spectre bien spécifiques pour assurer l'usage efficace du spectre et la concurrence non faussée comme expliqué ci-dessus. La France peut soutenir les objectifs à long terme sur la neutralité technologique et des services comme rédigé par le groupe de travail du RSPG, tout en continuant à s'assurer que ces principes ne remettent pas en cause les obligations et missions dévolues aux opérateurs, ni *in fine* résultent en des contraintes entravant le développement de nouveaux marchés.

Concernant l'équilibre entre l'harmonisation et la flexibilité, la proposition pour une approche neutre et seulement basée sur les restrictions d'interférence constitue précisément la mise en œuvre d'une flexibilité totale et ne tient pas compte du besoin de plus d'harmonisation revendiqué par l'industrie.

Q.8 Quels sont les autres objectifs de la politique de long terme que le RSPG devrait considérer ?

R.8 Les WAPECS ne sont pas le seul domaine utilisant le spectre des fréquences. Les deux autres utilisateurs principaux ayant un paradigme totalement différent sont les utilisateurs gouvernementaux et la communauté scientifique. Le cadre dans lequel les questions communes sont discutées n'a pas permis de représentation appropriée de ces deux domaines. Le RSPG devrait donc considérer comment ces deux catégories d'utilisateurs du spectre peuvent être impliquées dans la politique du spectre des fréquences.

Q.9 Pensez-vous que ces étapes forment une base adéquate pour l'accomplissement des objectifs européens dans ce secteur ? Y a-t-il d'autres étapes nécessaires ?

R.9 L'établissement d'un certain nombre d'étapes est certainement nécessaire pour progresser sur cette question. Cependant, avant la définition de ces étapes, une meilleure compréhension du concept des WAPECS est nécessaire. À ce stade, l'objectif clef pour les WAPECS devrait être la réglementation cohérente du spectre pour tenir compte de la convergence.